

Du côté de la décroissance : questions encore non résolues *Décroissance ou Neuvième Symphonie ?*

Jean-Marie Harribey

Cahiers marxistes, n° 238, octobre-novembre 2008, p. 175-195

La gravité de la crise écologique, qui se surajoute à la crise sociale engendrée par le capitalisme néolibéral, a fait surgir un débat autour de la question de la « décroissance ». Un débat qui, pour l'essentiel, n'oppose pas, au sein des mouvements sociaux et écologistes, les partisans de la croissance économique productiviste et ceux de la décroissance, mais qui traverse ceux qui se préoccupent d'écologie. Un débat auquel, à titre individuel ou dans un cadre collectif, nous participons depuis plusieurs années [Harribey, 1997 ; Attac, 2004]. C'est donc dans le but de poursuivre cette discussion que nous proposons ici un commentaire critique sur quatre livres parus récemment, commentaire qui ne prétend pas avoir le dernier mot, étant lui-même susceptible de remarques contradictoires.

Ces quatre livres sont ceux de Paul Ariès, *La décroissance, Un nouveau projet politique* [PA], de Vincent Cheynet, *Le choc de la décroissance* [VC], et de Serge Latouche, *Le pari de la décroissance* [SL1], et *Petit traité de la décroissance sereine* [SL2].¹

Ils ont pour avantages d'être récents et de refléter, sinon la totalité des sensibilités s'exprimant sur le même sujet, du moins une large fraction des idées défendues par les théoriciens de la décroissance en langue française. Notre commentaire fait suite à un précédent [Harribey, 2007-a] que nous avons consacré à un premier ouvrage de Paul Ariès et à un autre de Jean-Paul Besset, qui s'inscrivaient dans la même problématique.

Si l'on suit, d'aussi près que possible, les textes de ces auteurs, sans esprit polémique mais sans concession théorique, la plupart des remarques et questions posées antérieurement restent sans réponse – bien qu'on sente à chaque instant que beaucoup d'affirmations de ces auteurs sont destinées à réfuter nos arguments ou bien, sans le dire, à réintégrer ceux-ci dans leur corpus. Car, une fois que le rappel est fait des innombrables dégâts écologiques et sociaux du mode de développement actuel, lesquels font consensus aujourd'hui au sein de la galaxie écologiste et même au-delà, reste le problème d'une alternative au productivisme et au capitalisme. Suffit-il d'admettre que la croissance économique infinie est impossible pour construire une théorie et un projet cohérents ?

Comme il serait fastidieux dans cet article de passer en revue ces ouvrages l'un après l'autre, nous rassemblons nos remarques autour de trois thèmes qui reviennent souvent chez ces auteurs : Quelle philosophie politique ? Quelle économie ? Quelle épistémologie ?

1. Quelle philosophie politique de la décroissance ?

Tous les auteurs essayant de théoriser la décroissance affirment se situer sur le terrain de l'élaboration d'un projet de société. En suivant leur raisonnement, on rencontre trois sujets principaux : le rapport entre décroissance et humanisme, la démographie et le caractère anticapitaliste de la décroissance.

¹ . Ariès [2007-a], Cheynet [2008], Latouche [2006, 2007].

La décroissance est-elle humaniste ?

Paul Ariès et Vincent Cheynet, chevilles ouvrières, entre autres, du journal *La Décroissance*, abordent sans détours l'un des points les plus controversés de certaines thèses répandues dans le courant de la décroissance : le rapport à la démocratie et, par suite, le rapport à l'humanisme. L'un comme l'autre confirment leur choix clair en faveur de la démocratie et n'ont pas de mots assez durs pour condamner les variantes d'extrême droite de l'écologie et la récupération de celle-ci par un Alain de Benoist [2007]. Ils déclarent se reconnaître dans la « tradition humaniste » [PA, p. 320 et 325], débarrassée d'une conception du progrès dans laquelle l'homme n'est qu'un conquérant prédateur de la nature, ou bien « refuser avec force toute doctrine antihumaniste » [VC, p. 127]. Ariès dénonce même « l'illusion de l'illusion politique, plus dangereuse que l'illusion politique » [PA, p. 263 et 338], en se démarquant nettement de Jacques Ellul et Bernard Charbonneau [PA, p. 310, 314 et 315], pourtant parmi les références préférées des partisans de la décroissance. Et Cheynet parle de « réhabiliter la loi » [VC, p. 93] et de « réinvestir le politique » [VC, p. 111]. Le renvoi à la sphère individuelle de la transformation de la société ou un simple « retour au local » sont récusés pour ne pas « condamner les objecteurs de croissance à se confiner dans des marges » [VC, p. 133], et une grande distance est prise avec une écologie qui serait un acte de foi. Dans la réaffirmation de leur attachement à la République, on peut voir aussi un plaidoyer implicite en faveur de la laïcité.

On comprend aisément pourquoi ces deux auteurs insistent particulièrement sur la démocratie, l'humanisme et les droits de l'homme. Ce sont des concepts qui ne vont pas de soi parmi les théoriciens de la décroissance. C'est ici que survient le premier étonnement. Plusieurs auteurs, anti-productivistes mais critiques à l'égard de la décroissance, ont été pris à partie au cours des dernières années par les théoriciens de la décroissance pour avoir mis au jour le risque que représentait la posture consistant à renier toute la philosophie des Lumières, au nom du rejet du progrès, sous-jacent à ladite philosophie, ou de celui de l'Occident, son géniteur. Or, Ariès et Cheynet font comme si cette clarification n'était pas redevable aux voix qui s'étaient élevées contre le relativisme culturel et l'abandon de la raison, comme s'il avait été inutile de critiquer l'idée selon laquelle la modernité nous aurait chassés d'un ordre naturel qu'il s'agirait de retrouver. L'avertissement lancé notamment par Attac [2004], Cyril Di Méo [2006], Stéphanie Treillet [2007] ou nous-même [2007-b] n'était pas superflu puisque Ariès et Cheynet l'adoptent, contre l'avis de certains de leurs amis, sans toutefois reconnaître que leurs récriminations antérieures contre nous étaient alors sans objet.

Ariès et Cheynet vident une partie de leur querelle avec Latouche, beaucoup plus proche d'une posture relativiste. Cheynet pointe à juste titre la contradiction de celui qu'il appelle « le plus ancien dans le grade le plus élevé » [VC, p. 132] : « Serge Latouche affirme fonder son engagement sur la recherche d'une fraternité humaine. Il y a là une contradiction majeure pour un intellectuel qui réfute tout universalisme des valeurs. Nous pourrions très bien lui objecter que cet esprit de fraternité dont il se réclame est aussi une valeur universelle qui, selon sa logique, ne devrait pas être imposée. » [VC, p. 138-139]. Latouche avance en effet à reculons vers l'humanisme. Il ne s'y rallie que du bout des lèvres ou, finalement, que pour retourner dans la dénégation. Son refus de voir les pays pauvres construire des réseaux d'adduction d'eau potable, des écoles ou des centres de soins est toujours justifié parce que ces projets relèveraient d'un « ethnocentrisme ordinaire » [SL2, p. 96]. Pour tenter de se tirer de ce mauvais pas, Latouche est obligé d'assimiler humanisme et « occidentalocentrisme » [SL2, p. 151], pour aussitôt jurer que « la décroissance n'est en aucun cas un antihumanisme ou un antiuniversalisme » [SL2, p. 154] et proposer de « parler d'un a-humanisme » [SL2, p. 155]. Le « a » privatif à la place de « anti » n'est-il pas un artifice de rhétorique ?

La décroissance s'éloigne-t-elle du malthusianisme ?

La question démographique reste le point aveugle de la philosophie politique de la décroissance. Dans son *Pari de la décroissance*, Latouche laisse entendre qu'il serait « réaliste » de ramener la population mondiale à 3 milliards [SL1, p. 144] ; dans son *Petit traité de la décroissance sereine*, il prend le lecteur à contre-pied en titrant « Une fausse solution : réduire la population » ([SL2, p. 46]. Après avoir montré que les thèses sur la population étaient toutes erronées, il nous surprend encore en affirmant que « les contraintes sont élastiques », à condition, certes, d'arrêter la « surconsommation de viande des riches » [SL2, p. 49]. Latouche termine en faisant sienne l'idée exprimée par Jean-Pierre Tertrais, pour qui l'espèce humaine « doit impérativement parvenir dans le siècle présent à une stabilisation de sa population. La question centrale est de savoir si ce mouvement sera imposé par les événements, par des politiques autoritaires, par des méthodes fondées sur la coercition, voire sur la barbarie, ou s'il résultera d'un choix volontaire, refusant que le désir de procréation ne devienne programmable par une prétendue élite éclairée. » [SL2, p. 50]. Non seulement Latouche pose un faux problème car la transition démographique est largement amorcée, voire achevée en maints endroits, mais il veut ignorer que ce mouvement est dû au développement qu'il condamne par ailleurs : « Bien loin d'être le remède aux problèmes sociaux et écologiques qui déchirent la planète, le développement économique constitue la source du mal. » [SL1, p. 42].

Cheynet, qui se réfère encore à l'idée que « la démographie a explosé » [VC, p. 127], ne semble pas connaître la transition démographique. Certes, la démographie a explosé au cours de l'histoire, mais elle n'explose plus. Ariès évite le problème en déclarant que la démographie est une « fausse peur » parce qu'il est possible que « l'humanité s'achemine tout doucement vers la mort » [PA, p. 173] à cause de taux de natalité n'assurant pas la reproduction. Et il donne quitus à un propos erroné de Christian Godin, affirmant que l'espérance de vie n'augmente que par l'effet d'un nombre de personnes plus élevé à vivre vieux et non par la longévité de chacune. Or, l'augmentation de la durée moyenne de vie est due aux deux facteurs à la fois. Finalement, si elle apparaît maintenant avec moins de netteté qu'elle n'était exprimée par certains dans *La Décroissance* [2004], la thèse démographique malthusienne n'est sans doute pas vraiment écartée au sein de ce courant. A aucun moment, ni nulle part, n'est posé le principe « humaniste », puisque tel est le choix d'Ariès et de Cheynet, de la nécessité d'accueillir, dans le demi-siècle qui vient, l'accroissement de moitié de la population mondiale devant se produire inéluctablement avant de s'arrêter.

La décroissance est-elle anticapitaliste ?

Soupçonnés de ne pas porter l'antiproductivisme à la hauteur d'un anticapitalisme, Ariès, Cheynet et Latouche témoignent de leur engagement contre le capitalisme. « La décroissance est une réaction à l'échec conjoint du capitalisme (destructeur de la planète et responsable de cette immondialisation) et de ses concurrents directs que furent le "socialisme réellement existant" (bloc de l'Est) et la social-démocratie (devenue un social-libéralisme). » [PA, p. 159]. Cheynet définit « des combats humanistes : contre l'univers des objets, le capitalisme, la société de consommation, la marchandisation et l'"économisation" du monde, qui réduisent les espaces de gratuité, nous éloignent de nous-mêmes et nous vident de notre substance » [VC, p. 213].

Latouche considère la décroissance comme un « éco-socialisme » [SL2, p. 140], sans mentionner que ce concept est né ailleurs², et avertit : « Si nous n'insistons pas sur la critique spécifique du capitalisme, c'est qu'il nous paraît inutile d'enfoncer une porte ouverte. Cette critique a, pour l'essentiel, été faite et bien faite par Karl Marx. Toutefois, il ne suffit pas de

². Voir notamment Benton [1993], Löwy [2005].

remettre en cause le capitalisme, mais toute société de croissance. Et là, Marx est pris en défaut. » [SL2, p. 136]. Il y a ici, de notre point de vue, une erreur et un point de débat contradictoire. L'erreur est de croire que l'on n'a pas besoin de mener une critique du capitalisme contemporain, alors que la transformation qu'il a imposée au monde depuis trois décennies a exacerbé sa tendance à la marchandisation généralisée. Comme le dit Michel Husson [2008], le capitalisme tend à se rapprocher de son modèle « pur », en soumettant toutes les activités humaines à une rentabilité financière exorbitante, par le sacrifice de l'emploi, des salaires, du droit du travail, de la protection sociale et... des investissements qui seraient nécessaires pour prendre vraiment en compte l'écologie. Dans ces conditions, affirmer qu'une critique du capitalisme est devenue inutile invalide toute profession de foi « anticapitaliste ». Ensuite, il reste à débattre du principe fondamental qui gouverne notre société. S'agit-il du capitalisme ou bien de la croissance ? Latouche et la plupart des théoriciens de la décroissance abandonnent la critique du capitalisme, non pas, principalement, parce que « elle a été faite et bien faite » par Marx, mais parce que fondamentalement ils n'adhèrent pas ou plus à cette critique, et qu'il situent l'origine de nos maux au-delà de ce système. La « société de croissance » surdéterminerait tout.

L'« ubris » [SL2, p. 39], c'est-à-dire la démesure dénoncée par Latouche, renvoie à une nature humaine, qui n'est jamais bien sûr spécifiée comme telle par l'auteur, mais sur laquelle on a de la peine à voir comment les rapports sociaux, les structures sociales et l'organisation de la société interviennent. Et, dans ce cas-là, que peut-on politiquement pour extirper du cœur de l'homme sa démesure, pâle succédané de son angoisse de la mort ? La réponse est : rien. Et l'on comprend alors tous les atermoiements des théoriciens de la décroissance par rapport au capitalisme : ils affirment être anticapitalistes, mais dédouanent aussitôt le système de sa responsabilité. Pourquoi alors être hostile à un système qui ne serait pour rien dans les désastres du monde ?³ On voit ici les limites théoriques et épistémologiques – nous reviendrons plus loin sur ces dernières – de la naturalisation des conditions sociales. « La lutte des classes est terminée », affirme péremptoirement Latouche [SL1, p. 261], qui est bien loin de la thématique développée par Hervé Kempf [2007], « Comment les riches détruisent la planète », à laquelle il se réfère pourtant. « Avec le triomphe du capital, la lutte des classes s'est épuisée », reprend Latouche dans son autre livre [SL2, p. 102]. Or, la concentration des richesses et la détérioration de la part des travailleurs ne sont-elles pas les actes qu'on pourrait dire « primitifs » de la lutte des classes ?⁴ Des apories de la philosophie politique à celles de l'économie, il n'y a qu'un pas.

2. Quelle économie pour la décroissance ?

La discussion sur l'économie avec les théoriciens de la décroissance réserve de multiples surprises à propos de la définition de ce concept, des domaines et des populations concernés par ce projet, de la place du travail qui renvoie aux conceptions de la richesse et de la valeur, et de la transition vers une société non productiviste.

Qu'est-ce que la décroissance ?

Les auteurs étudiés ici sont unanimes : la décroissance n'est pas le contraire de la croissance. Bien que celle-ci se définisse comme l'augmentation de la production, la décroissance ne serait pas en revanche, à les en croire, la diminution de la production. Citons Latouche qui a étalonné la définition : « La décroissance, pour nous, n'est pas la croissance

³ . Voir Harribey [2007-a].

⁴ . Sourions un peu : dans le chapitre 4 de la 4^e partie de son livre, intitulé « Ce que la décroissance n'est pas » [PA, p. 179], figure un paragraphe titré « Une décroissance équitable » [PA, p. 181].

négative, expression oxymorique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. [...] On imagine quelle catastrophe engendrerait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance dans laquelle la croissance n'est pas au rendez-vous. Cette régression sociale et civilisationnelle est précisément ce qui nous guette si nous ne changeons pas de trajectoire. Pour toutes ces raisons, la décroissance n'est envisageable que dans une "société de décroissance", c'est-à-dire dans le cadre d'un système reposant sur une autre logique. » [SL2, p. 21]. Exagère-t-on si l'on résume cette définition par « la décroissance, c'est la décroissance » ? Les théoriciens de la décroissance se sont donc enfermés dans un piège qu'ils ont eux-mêmes tendu. Quel lecteur, quel citoyen conscient de la crise écologique et qui réfléchit à une solution ne conclut pas spontanément : puisque la croissance (c'est-à-dire l'augmentation de la production) est, prétendument, la mère de tous nos maux, la décroissance ne peut être que son contraire (la diminution de la production) ? Au lieu d'accepter les conséquences de leur propre choix théorique et politique, tous les théoriciens de la décroissance font assaut d'imagination pour sortir de leur propre piège. L'un parle de « mot-obus » [PA, p. 11] tout en disant que « le seul moyen est de *réduire* l'économie elle-même, bref d'entrer en décroissance » [PA, p. 170, souligné par nous], l'autre de « slogan politique » [SL1, p. 16 et SL2, p. 20] ou d'« une bannière derrière laquelle se retrouvent tous ceux qui ont procédé à une critique radicale du développement et qui veulent dessiner les contours d'un projet alternatif pour une politique de l'après-développement. » [SL1, p. 17]. Obus, slogan, bannière, on est dans le registre des représentations, ce qui, on le verra plus loin, n'est pas sans poser de problèmes.

Cheyne met toutefois les pieds dans le plat : « La décroissance, c'est d'abord la décroissance économique. » [VC, p. 59]. Car il a sans doute flairé le piège : si la décroissance n'était pas celle de l'économie, le risque serait de la voir comprise comme « la décroissance de la population humaine ou des relations sociales » [VC, p. 59]. Ariès enfreint une règle : les « décroissances à particules » [PA, p. 274] (soutenable, équitable, spiritualiste, etc.) sont admises : ainsi, une méthode condamnée pour la croissance et le développement devient vertu pour la décroissance !

La difficulté à définir le mot de décroissance renvoie au choix effectué par la plupart des théoriciens de la décroissance, suivant en cela la thèse défendue par Latouche depuis longtemps, de ne pas différencier la croissance du développement. Distinguer le second de la première par des éléments d'ordre qualitatif, lesquels pourraient constituer une redéfinition radicale du développement, est pour eux inenvisageable. Or, le fondateur de l'idée de décroissance, Nicholas Georgescu-Roegen [1995, p. 104-106] lui-même, récusait cette assimilation : « Une grande confusion imprègne les vives controverses relatives à la "croissance" tout simplement parce que ce terme est utilisé dans de multiples acceptions. Une confusion sur laquelle Joseph Schumpeter a constamment mis en garde les économistes, c'est la confusion entre *croissance* et *développement*. [...] Au niveau purement logique, il n'y a nul lien nécessaire entre développement et croissance ; on pourrait concevoir le développement sans la croissance. C'est faute d'avoir systématiquement observé les distinctions précédentes que les défenseurs de l'environnement ont pu être accusés d'être des adversaires du développement. En fait, la véritable défense de l'environnement doit être centrée sur *le taux global* d'épuisement des ressources (et sur le taux de pollution qui en découle.) » On ne saurait mieux dire pour situer le glissement auquel procèdent les théoriciens actuels de la décroissance entre décroissance de l'empreinte écologique (sur laquelle il y a un accord unanime parmi les écologistes, et même au-delà) et décroissance de la production, comme si la production constituait un tout homogène.

La décroissance de quoi ?

Car, et c'est la deuxième surprise annoncée, on cherche vainement dans les écrits des théoriciens de la décroissance une distinction claire entre les productions qu'il faut absolument faire décroître et celles qu'il conviendrait peut-être d'augmenter. Notamment l'opposition entre sphère marchande et sphère non marchande est occultée. Pire, la confusion est entretenue au sujet de la composition du produit intérieur brut (PIB) en ignorant que celui-ci contient le produit marchand et le produit non marchand : « Le produit intérieur ou national ne mesure que la "richesse" marchande ou celle qu'on peut lui assimiler. » (SL1, p. 69). Plus loin : « L'affaire est entendue : le PIB/PNB ne mesure que ce que le système capitaliste considère comme richesse et fort mal, voire pas du tout, le bien-être vécu et les "vraies" richesses. » (SL1, p. 72). Eh bien, non, l'affaire n'est pas entendue, car, sous ces affirmations inexactes, se cachent les confusions entre monétaire et marchand et entre non monétaire et non marchand.⁵ Ces confusions, loin d'être mineures, sont récurrentes dans les écrits de Latouche et dans le discours répété par nombre de militants de la décroissance, lorsqu'il est proposé de sortir de l'économie monétaire. Or, il y a dans cette idée une méconnaissance totale de la monnaie, qui est certes un instrument d'exploitation de la force de travail et d'accumulation privée lorsqu'elle est utilisée comme capital, mais qui est aussi un instrument public par le biais duquel peut être organisé le paiement socialisé des services non marchands. Nul ne paie en nature les médecins et infirmières quand il va se faire soigner à l'hôpital : le service santé est payé collectivement en monnaie. Les théoriciens de la décroissance avaient poussé les hauts cris quand Di Méo et nous-même [2006] avions pointé cette faille, mais ils n'ont jamais réfuté l'argument. Et la « réappropriation de la monnaie à travers l'usage de monnaies locales, de monnaies fondantes ou de monnaies non convertibles » [SL1, p. 205] est ici hors sujet car une appendicite ne sera pas soignée dans un SEL (système d'échange local). L'éloge de la gratuité [PA, p. 209, 361] pourrait pourtant devenir un terrain d'entente entre décroissancistes et socio-écologistes, notamment par la proposition d'Ariès de renchérir le mauvais usage des choses (l'eau pour la piscine privée payée plus cher que l'eau pour boire), à condition de comprendre que la tendance vers la gratuité n'est pas séparable de l'amélioration de la productivité du travail ou bien de la socialisation du paiement des services non marchands, grâce à l'impôt acquitté en monnaie.

On reste interloqué quand tous ces auteurs accusent les économistes d'Attac (et l'auteur de ces lignes en particulier) de faire l'apologie des Trente Glorieuses [PA, p. 29 et 289] ou d'une « société travailliste [SL2, p. 131], ou encore de ne pas se défaire de l'« idéologie du travail » [PA, p. 213]. Que ces accusations ne soient accompagnées d'aucune citation ni d'aucune référence à l'appui, permettant au lecteur de vérifier leur bien-fondé, n'étonnera personne car elles relèvent de l'imagination de nos contempteurs. Mais cela est révélateur d'autres débats sous-jacents.

Travail, richesse et valeur

Celui concernant le travail et l'emploi d'abord. Depuis une vingtaine d'années, nous sommes quelques-uns⁶ à avancer l'idée que la réduction du temps de travail est une manière d'utiliser les gains de productivité afin de vaincre le chômage sans recourir à une croissance économique démesurée et, simultanément, d'engager la société vers une autre conception du bien-être, en somme d'articuler le social et l'écologie. Dans ce cadre, un plein emploi de qualité, permis notamment par une réduction des inégalités des revenus, est concevable ; au contraire, Ariès « ne croit plus en la possibilité de marier le "rouge" et le "vert" », car « cette voie conduit à l'impasse » [PA, p. 323]. Or la question du plein emploi en tant qu'objectif

⁵ . André Gorz [2008, p. 125]. commet la même erreur : « Le PIB ne connaît et ne mesure les richesses que si elles ont la forme de marchandises. »

⁶ . Husson [1996], Harribey [1997], Coutrot, Husson [2001].

n'entre pas dans les schémas de pensée de beaucoup de théoriciens de la décroissance. L'idéologie de la « fin du travail », qui fit des ravages durant la décennie 1990, au moment où le chômage explosait partout, reste peu ou prou présente chez eux [Ariès, 2007-b, p. 6 et 15]. Ils font leur l'idée de réduire le temps de travail, sans se rendre compte que cette réduction est permise par l'amélioration de la productivité, ou bien en déclarant péremptoirement : « Nous ne travaillerons plus, mais nous aurons beaucoup d'activités. » [PA, p. 201]. L'assimilation de tout travail humain au travail salarié aliénant et le refus de voir dans le travail une catégorie anthropologique sur le fond et une catégorie historique dans sa forme sont parmi les points les plus contestables du soubassement théorique de la décroissance [Harribey, 1997, 2007-c]. Latouche reprend à son compte [SL2, p. 108] les calculs que nous avons effectués, à partir des données de base de l'INSEE [Marchand, Thélot, Bayet, 1997]⁷, sur la répartition des gains de productivité depuis deux siècles entre accroissement de la production, hausse de l'emploi et réduction du temps de travail. Mais, comment interprète-t-il la portée de cette mise en perspective historique ? Il attribue à une « alchimie marchande » l'enrichissement de la croissance en emplois [SL2, p. 132], alors que la croissance s'enrichit en emplois uniquement lorsque la productivité par tête diminue, cette dernière étant l'inverse mathématique du contenu de la production en emplois. On tient ainsi l'origine de la confusion entretenue aussi bien par les théoriciens de la décroissance que par les économistes libéraux entre productivité du travail par tête et productivité horaire. Le jour où les théoriciens de la décroissance auront compris que le « travailler plus pour gagner plus » est fondé sur cette confusion, leur engagement en faveur de la RTT gagnera en crédibilité et ils cesseront d'assimiler les économistes critiques aux libéraux ou de les qualifier de « travaillistes ». En effet, travailler davantage permet de produire davantage, pour une productivité horaire et un nombre d'emplois donnés. Mais, d'une part, l'augmentation de la quantité de travail peut venir de la hausse de la durée individuelle du travail (c'est le projet de Sarkozy) ou bien de la hausse du nombre de travailleurs (si, par exemple, le chômage diminue), d'autre part, on peut concevoir un maintien, voire une hausse de la productivité horaire, tout en réduisant la productivité individuelle. D'ailleurs, Latouche se contredit en dénonçant les anti-libéraux « qui veulent construire des hôpitaux pour *sauver* les emplois » [SL2, p. 123] – ce qui serait absurde car si l'on doit construire des hôpitaux, c'est pour répondre aux besoins de santé – et, quelques lignes plus loin, en proposant de « transformer les gains de productivité en réduction du temps de travail et en création d'emplois, sans porter atteinte aux salaires (en tout cas les plus bas) ni à la production finale, sauf à en changer le contenu » [SL2, p. 124].

Ce n'est pas en effet sacraliser le travail que de situer l'origine de toute valeur monétaire créée et distribuable dans le travail. Encore une incompréhension majeure de la plupart des théoriciens de la décroissance qui ont adopté la proposition du revenu d'existence (ou allocation universelle) et qui continuent à propager l'idée qu'un revenu monétaire distribué à ceux qui n'ont pas d'emploi (salarié ou non) pourrait jaillir d'une autre source que le travail social. Ariès interprète notre opposition à ce non-sens comme une adhésion à « l'obligation de travailler » [PA, p. 213] ou au « mythe du travail libérateur » [PA, p. 343]. Non, c'est tout simplement la critique radicale de l'imaginaire bourgeois autour de la fécondité du capital, largement répandu jusque chez les penseurs affichant une posture critique mais qui persévèrent à penser que « le travail est de moins en moins la source principale du profit » [Ariès, 2007-b, p. 13] ou que la valeur jaillit de l'« économie immatérielle » sans travail [Ariès, 2007-b p. 14] ou de la spéculation [Ariès, 2007-b, p. 72]⁸. C'est également la critique de la croyance qu'il est possible de distribuer un revenu « préalablement » [PA, p. 201] au travail collectif, laquelle croyance confond les notions de

⁷ . Voir Harribey [2006]. Latouche cite par erreur Paquot [2006] se référant à Marchand et Thélot, alors que celui-ci n'aborde absolument pas cette question dans son ouvrage.

⁸ . Pour une critique du « capitalisme cognitif », voir Harribey [2004].

flux et de stock, ou bien de revenu et de patrimoine : « Nous proposons [...] de reconnaître un droit à un revenu d'existence véritable contrepartie de la reconnaissance du droit de chacun à l'existence *puisque nous héritons tous de la civilisation.* » [PA, p. 356, souligné par nous]. Or, aucun revenu monétaire ne provient d'un prélèvement sur le patrimoine, car tous les revenus monétaires sont engendrés par l'activité courante. André Gorz [2008, p. 104, repris de 1980, p. 177-178], pourtant rallié à l'idée de « revenu social à vie », prend soin de préciser que celui-ci est « assuré à chacun en échange de vingt mille heures de travail socialement utile que chaque citoyen serait libre de répartir en autant de fractions qu'il le désire, de façon continue ou discontinue, dans un seul ou dans une multiplicité de domaines d'activité ».

La question de ce que sont la richesse et la valeur est en filigrane de toutes les précédentes. Cheynet « déclare la guerre à la richesse » [VC, p. 105] mais, curieusement, se prononce en faveur de la « répartition de la richesse » [VC, p. 127]. Ariès [2007-b] a essayé de théoriser ce qu'il appelle le « mésusage », mais outre que ce concept n'apporte rien de plus que l'idée de mauvais usage, il est à craindre qu'il ne s'agisse que d'un pas en arrière par rapport aux deux concepts fondamentaux d'Aristote, de Smith, de Ricardo et de Marx, la valeur d'usage et la valeur d'échange, irréductibles l'une à l'autre. Ariès répète inlassablement que « la valeur d'usage *excède* la valeur d'échange » [PA, p. 211 et 345, souligné par nous, et 2007-b, p. 49], alors que ces deux concepts sont incommensurables.⁹ Cela rappelle étrangement la récupération par les économistes néo-classiques de l'environnement de l'idée de valeur d'usage de la nature qu'ils additionnent (sic) au prix de marché et à d'autres considérations incommensurables.¹⁰ Car la nature n'a pas de valeur économique intrinsèque [Harribey, 1997], et, ici, laisser croire qu'on peut comparer valeur d'usage et valeur d'échange signifie en fait la négation de leur caractère d'irréductibilité et d'incommensurabilité.¹¹ Les pionniers néo-classiques de la fin du XIX^e siècle étaient, eux, à leur manière, cohérents : ils avaient carrément éliminé la distinction entre les deux concepts. Latouche n'est pas loin de commettre à son tour la même erreur quand il critique, à juste titre, le gaspillage (en termes de transport, publicité, emballage) pour le définir, à tort, comme un « accroissement factice de valeur » [SL2, p. 132], sans préciser que ce qui est factice, c'est la valeur d'usage, mais non, hélas, la valeur d'échange. Ariès [2007-b, p. 6] tombe dans le même travers quand il croit critiquer l'« hypercapitalisme » en posant la question : « Qu'advient-il quand la valeur ne dépend plus de l'usage ? » L'illusion est de croire qu'un jour la valeur d'usage ait eu ou aura cette capacité de donner la mesure de la valeur. Au lieu d'être projetés dans un post-économisme, nous sommes renvoyés à l'ère de l'avant-économie politique. Ainsi, la confusion entre richesse et valeur est-elle perpétuée à travers ce contresens : « Marx a repris l'hypothèse d'Adam Smith selon laquelle la production de richesse et la valorisation capitaliste coïncideraient. » [Ariès, 2007-b, p. 39].

La décroissance pour qui ?

Il faut saluer le fait que presque tous les écrits actuels provenant de ce courant affirment que la décroissance ne concernerait pas les pauvres mais seulement les riches. On voit bien d'ailleurs ici l'inconséquence de la définition de ce concept par leurs auteurs, qui refusent de la concevoir sur le plan économique, mais qui sont obligés d'y revenir pour distinguer l'avenir

⁹ . Ce problème reste généralement incompris des partisans de la décroissance. Ainsi, Nicolas Ridoux [2006, p. 143] écrit : « les "achats" se font [doivent se faire] sur la base d'une valeur d'*usage* et non d'une valeur *monétaire* ». S'il y a des achats (et des ventes), il y a monnaie ; de plus, ce n'est pas la monnaie qui détermine la valeur d'échange.

¹⁰ . Malgré les critiques non réfutées à ce jour [Harribey, 1997 ; Angel, 1998], les économistes néo-classiques persistent dans cette voie : récemment encore Rotillon [2006].

¹¹ . Même Gorz se laisse prendre à ce piège du mot « valeur » quand il traite de la révolution informationnelle : « La valeur commerciale (le prix) des produits devait donc dépendre davantage de leurs *qualités immatérielles* non mesurables que de leur utilité (valeur d'usage) substantielle. » [2008, p. 32].

de la production et de la consommation chez les riches et chez les pauvres. Si cette distinction était naguère passée sous silence, ce n'est plus le cas aujourd'hui et c'est tant mieux. « La décroissance que nous prônons n'est pas la décroissance de tout pour tous. Elle concerne d'abord les trop croissants : les riches et les pays riches. » [PA, p. 181]. « Les objecteurs de croissance ne sont pas pour la "décroissance des pauvres". » [VC, p. 59]. Seul, Latouche résiste encore : « Le défi de la décroissance pour le Sud. » [SL2, p. 90]. « Oser la décroissance dans l'hémisphère Sud. » [SL2, p. 92], et cela grâce à « l'auto-organisation de la débrouille des exclus de la modernité économique » [SL2, p. 94]. Il y a dans sa posture une contradiction flagrante que les deux citations suivantes, prises à deux pages d'intervalle, éclairent. *Primo* : « De deux choses l'une : ou bien l'on demande aux pays intéressés ce qu'ils veulent, à travers leurs gouvernements ou les enquêtes d'une opinion manipulée par les médias, et la réponse ne fait pas de doute : avant ces "besoins fondamentaux" que le paternalisme occidental leur attribue, on réclamera des climatiseurs, des portables et surtout des "bagnoles", ainsi que des centrales nucléaires, des avions Rafale et des chars AMX pour la joie des responsables... Ou bien on écoute le cri du cœur du leader paysan guatémaltèque : "Laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement. " » [SL2, p. 96-97]. *Secundo* : « Nous pensons que ce sont les populations concernées qui doivent déterminer le contenu du projet. » [SL2, p. 99]. Cette contradiction est la conséquence du postulat jamais remis en cause par les théoriciens de la décroissance, selon lequel le développement est un mal en soi : « Pourquoi sauver le développement ? » se demande Ariès, en l'assimilant aux Trente Glorieuses [PA, p. 27-29]. « Le terme de développement sera entendu, qu'on le veuille ou non, comme "développement économique", donc comme croissance. » [VC, p. 65-66]. Ayant pris de nombreuses fois nos distances vis-à-vis du développement durable, tel qu'il est formulé par toutes les instances officielles,¹² nous ne pouvons nous résoudre à abandonner l'idée que l'humanité puisse développer ses potentialités émancipatrices.

La transition est-elle pensée ?

Que dire de la véhémence avec laquelle Ariès et Latouche se sont élevés contre la proposition que nous avons faite au sein du livre collectif d'Attac [2004, p. 156, 205, 217, 219, 220] de « décélération de la croissance pour les pays les plus riches comme première étape vers le recul des productions prédatrices, assortie d'une répartition juste des richesses et des gains de productivité » ? Nous avons répété cette proposition à plusieurs reprises dans ce livre : « Au nom du principe de responsabilité formulé par Hans Jonas, il nous paraît raisonnable de commencer à poser la question d'une décélération de la croissance au sein des pays riches de façon à ralentir le prélèvement qu'ils effectuent sur les ressources naturelles et faciliter celui des plus pauvres. Le développement peut ainsi devenir un objectif stratégique pour tous dès lors qu'il est conçu différemment selon le niveau déjà atteint et que la préférence est accordée aux productions de qualité, obtenues dans des conditions sociales et écologiques elles-mêmes de qualité. » [Attac, 2004, p. 218]. Ou encore : « Ainsi, la décélération de la croissance n'est pas un objectif en soi mais un moyen d'enclencher une transition permettant à terme la déconnexion du développement qualitatif par rapport à la croissance économique globale qui est impossible perpétuellement. La décélération de la croissance à moyen terme pour les pays riches est une démarche qui précède nécessairement celle de la décroissance, laquelle n'est pas envisageable simultanément pour tous les peuples compte tenu des inégalités, ni indifféremment pour tous les types de production. » [Attac, 2004, p. 220-221].

¹² . Et cela même dans notre préface à l'ouvrage de Di Méo [2006], ouvrage que nous continuons à considérer comme salutaire pour avoir mis le doigt sur les failles du discours de la décroissance, mais auquel nous opposons que le « développement durable » officiel relevait lui aussi d'une critique radicale.

Ce fut un déchaînement de quolibets : « Cette thèse en faveur d'une décélération est masochiste car soit nous n'allons pas dans le mur, alors pourquoi limiter la croissance, soit nous y allons, mais ralentir ne permet alors que de le voir mieux venir. » [PA, p. 172]. « On se souvient comment Harribey a dû remballer dans sa musette sa notion de "décélération de la croissance" qu'il nous opposait. » [PA, p. 285]. Latouche juge qu'« elle masque une incohérence de fond » (SL1, p. 34).¹³ Ces jugements appellent plusieurs remarques. Premièrement, Ariès, Latouche et Cheynet récusent la notion de décélération, mais ils théorisent celle de ralentissement [PA, p. 310 et 321 ; SL2, p. 57 (note 1), 88 et 137 ; VC, p. 101-104] et approuvent Paul Virilio [2007] qui fait la promotion du ralentissement et reprend la notion de décélération : « Il y a en fait deux ordres de "grandeur temporelle". La première, celle de l'accélération, est associée abusivement au "Progrès". La deuxième "grandeur" est celle de la décélération. Cette décélération est en revanche, assimilée à la régression et à la pauvreté. Deux mots courants découlent de cette analyse : vitesse et lenteur. Comme si la fameuse "lenteur" n'était pas une vitesse à part entière ! [...] La question du ralentissement sans cette analyse préalable nous enferme dans la lecture biaisée et idéologique qu'a notre société des mots "lenteur" et "vitesse". » Quel lecteur n'est pas conduit spontanément à tenir ralentissement et décélération comme synonymes ? De toute manière, avant, éventuellement, de rebrousser chemin, ne faut-il ralentir le véhicule ?¹⁴

Deuxièmement, l'impensé des théoriciens de la décroissance est celui des transitions à assurer : comment imaginer que les transformations fondamentales des systèmes énergétiques, des systèmes de transports, de l'habitat, de l'urbanisme, pourront se réaliser, avec des investissements massifs à la clé, dans un contexte où la production diminuerait « environ des deux tiers pour la France » [SL2, p. 14] ? D'ailleurs Latouche finit par le concéder : « Il faudra du temps pour relocaliser la production, les échanges, les modes de vie. » [SL2, p. 119]. Et, dans un paragraphe intitulé « Des initiatives locales décroissantes » [SL2, p. 81-83, Latouche donne une liste impressionnante d'initiatives, prises par les collectivités locales, qui sont autant d'investissements gigantesques. Ariès semble plus pressé : « Seule la rapide sortie de la société de consommation pourrait éventuellement empêcher l'effondrement environnemental. » [PA, p. 44]. Est-ce parce qu'il « n'aime pas la consommation ordinaire des gens ordinaires » [PA, p. 38] ?

D'apories philosophiques en apories économiques, quels choix épistémologiques peut-on discerner chez les théoriciens de la décroissance ?

3. Quelle épistémologie derrière la théorie de la décroissance ?

Peut-on porter un regard critique sur l'instrumentalisation de la science et de la technique par le capitalisme, tout en conservant une démarche scientifique ? Il n'est pas sûr que les théoriciens de la décroissance y parviennent, tant l'idéalisme de leurs analyses transparait. C'est d'autant plus regrettable que cela ne peut que se terminer en aveu d'impuissance.

¹³ . Gentiment moqué autrefois, l'adjectif du titre de notre livre *L'économie économe* [1997], est repris fréquemment par Latouche [SL2, p. 55, 90]. La polysémie du mot « économie » n'aide pas à la clarification : ainsi, Gorz dit tantôt que l'économie doit viser à économiser (texte publié en 1980), tantôt que la gratuité est le contraire de l'économie (texte publié en 2005) [2008, p. 96 et 20]. Dans le premier cas, Gorz est dans le sillage d'Aristote, dans le second, il en prend le contre-pied.

¹⁴ . Avant qu'une fonction passe par un maximum et donc que sa dérivée première positive s'annule, il faut que sa dérivée seconde soit négative : tel est le sens de « décélération » ou de « ralentissement ».

La part des choses entre catégories anthropologiques et socio-historiques

Si, comme nous l'avons vu plus haut, les théoriciens de la décroissance restent dans un clair-obscur au sujet du capitalisme, c'est sans doute lié au fait que la catégorie « économie » est assimilée au capitalisme. C'est un vieux thème de Latouche que ses collègues reprennent sans le discuter. Les exemples abondent, au fil des pages, où les deux notions sont utilisées indifféremment [SL2, p. 22, 135] et où la lutte contre l'économisme se confond avec celle contre l'économie. Chez Ariès, cela va jusqu'à considérer « les » économistes¹⁵ comme un corps homogène et aliéné à l'idéologie de la croissance : « Les économistes reprochent leur antiéconomisme aux Objecteurs de croissance. On leur opposera que l'économie n'est pas une fille à tout faire. On ne peut s'en tirer à bon compte en opposant l'économie capitaliste et socialiste. Mais l'économie doit être considérée comme une catégorie anthropologique car les divisions internes à chaque type d'économie n'épuisent pas ses invariants. Nous devons donc en finir avec des catégories comme la production ou la consommation si nous voulons sortir de l'imaginaire qui va avec le productivisme et le consumérisme. » [PA, p. 32]. A la critique qui lui avait été adressée [Harribey, 2007-a, 2007-b], Ariès répond par des retournements incompréhensibles. D'abord, notre critique ne mentionnait pas les vertus du socialisme (surtout le « réellement existant » !) par rapport au capitalisme. Elle lui disait que l'économie, la production, la consommation étaient, en tant qu'activités nécessaires à toute vie humaine, des catégories par définition anthropologiques, mais qu'elles étaient sociales et historiques par les formes qu'elles prenaient. Ensuite, Ariès ne se contredit-il pas en intégrant l'idée du caractère anthropologique de l'économie, puis, aussitôt, en déclarant qu'il faut en finir avec la production et la consommation ? A moins que les « invariants » dont il parle ne renvoient à une nature humaine, hors de toute détermination sociale. Si les conditions sociales sont ainsi naturalisées, la conclusion s'impose : « il ne s'agit pas de viser la simplicité mais l'authenticité » [PA, p. 222], authenticité dont il faut croire sans doute qu'elle a été balayée par la modernité.

Mais un nouveau tête-à-queue se prépare. Après avoir fustigé l'économisme, cette tendance à tout faire dépendre de l'économie, Ariès conclut son chapitre « Vers un effondrement politique » par une volte-face : « Nous sommes avant tout des Objecteurs de croissance parce que seule la décroissance pourrait permettre de revenir à une société politique. » [PA, p. 62]. L'économie commanderait-elle donc ? On avait cru comprendre que la décroissance, ce n'était plus de l'économie ! Que dire de Latouche qui estime que les procédures d'internalisation économique, « si elles étaient poussées dans leurs ultimes conséquences, provoqueraient une véritable révolution et permettraient de réaliser, dans sa presque totalité, le programme d'une société de décroissance » ? [SL2 ? p. 114-115]. Bref, au royaume de l'antiéconomisme, cela devient terriblement compliqué pour ceux qui n'entrent ni dans la dévotion de la croissance, ni dans celle de la décroissance.

La technique est un autre sujet de controverse : « La critique du complexe technoscientifique fait l'unanimité au sein des objecteurs de croissance. » (PA, p. 173). Ariès concède aussitôt que « cette posture est grosse cependant de sous-entendus et parfois de malentendus. » Mais lui-même ne reste-t-il pas prisonnier de l'incapacité de penser la technique dans toute sa complexité ? Que peut bien vouloir dire en effet « inventer des machines à ralentir à la place des machines à accélérer » (PA, p. 321-322) ? Une « machine à ralentir » est un oxymore et une « machine à accélérer » est un pléonasme, deux qualificatifs que les partisans de la décroissance appliquent régulièrement au développement soutenable ou durable. Plus important encore, n'y a-t-il pas là une forme de déterminisme technologique qu'ils récusent par ailleurs ?

¹⁵ . Ariès cite Bertrand Lemennicier [PA, p. 83]. Dira-t-il que cet économiste membre de la Société du Mont Pèlerin est représentatif « des » économistes ? Et le « cercle des économistes » [PA, p. 93-94] est-il la figure de ce qu'Ariès définit comme étant de gauche ?

Tout se joue-t-il au niveau des représentations ?

Tous nos auteurs se réfèrent au concept d'imaginaire de Cornelius Castoriadis. Grâce à lui, ils pensent pouvoir éviter de donner une définition matérialiste de la décroissance. Mais où conduit la recherche d'un refuge exclusivement dans le registre des représentations ? A un raisonnement circulaire et à l'éclatement de ce courant de pensée. « Le programme d'une politique nationale de décroissance apparaît comme paradoxal. La mise en œuvre de propositions réalistes et raisonnables a peu de chances d'être adoptée et moins encore d'aboutir sans une subversion totale. Celle-ci présuppose le changement dans l'imaginaire que la réalisation de l'utopie féconde de la société autonome et conviviale est seule en mesure d'engendrer. » [SL2, p. 117]. Autant dire que la transformation est impossible puisqu'elle suppose que le problème soit déjà résolu. Ariès comprend que Latouche est dans une impasse : « La décroissance est un mot obus destiné à briser l'idéologie dominante. Elle n'a pas cependant vocation à demeurer une simple opération de décolonisation de l'imaginaire mais doit devenir un véritable projet politique. » [PA, p. 11]. Mais il ajoute quelques pages plus loin : « La décroissance a cette vertu rare de faire basculer dans un nouvel imaginaire. » [PA, p. 39].

On est donc effectivement dans l'impasse théorique et politique que nous avons déjà signalée à propos du livre de Jean-Paul Besset : puisque tout se joue au niveau des représentations, l'action sur les structures sociales devient inutile et, de surcroît, impossible. La seule issue concrète qui subsiste est celle du repli sur soi : « La décroissance [...] implique à la fois réduction quantitative et transformation qualitative du travail. Certains ont déjà individuellement réussi cette sortie de la société travailliste, et ces expériences peuvent indiquer une voie, sous réserve de résister à l'engrenage de l'accumulation illimitée et de se garder du cycle infernal des besoins et du revenu. » [SL2, p. 127].

A travers toutes ces incohérences, y a-t-il tout de même un fil conducteur ? Sans doute. Les théoriciens de la décroissance analysent la croissance comme une croyance, comme « une foi ou une religion » [SL2, p.22], dont on cherche en vain comment elle se greffe sur les rapports sociaux capitalistes. Ils ne peuvent dès lors que créer une image de la décroissance en miroir : celle d'une nouvelle foi. Et cela de deux manières différentes. A la manière de Cheynet qui se définit lui-même comme un « repentis » [VC, p. 7-9] de la publicité et qui prend le risque de partir en croisade pour la décroissance, rompant des lances avec tout le monde, productivistes comme anti-productivistes ne partageant pas ses vues. Ou à la manière d'un Latouche ou d'un Ariès, cherchant une assise conceptuelle à leurs analyses, mais ne la trouvant pas, à cause d'oscillations permanentes entre matérialisme et idéalisme philosophiques. Le risque est donc d'entraîner le lecteur vers l'attitude assumée pleinement par Edward Goldsmith [2002], qui affirme fonder l'écologie sur la foi, et donc de délégitimer l'action politique. Régulièrement, revient sous la plume de Latouche l'idée de réenchâter le monde [SL1, p. 279-285] et il conclut, au risque de s'attirer les foudres de Cheynet [2006], son *Petit traité de la décroissance sereine* par une citation de Jacques Godbout éclairant l'ensemble de sa démarche : « "L'artiste témoin peut-être du fait que l'animisme est la seule philosophie qui respecte les choses et l'environnement, une philosophie adaptée à l'esprit du don qui circule dans les choses, et dont la modernité nous a coupés." Animiste ou pas, pour une société de décroissance, comme pour Oscar Wilde, "l'art est inutile et donc essentiel" ! » [SL2, p. 158]. Tout semble dit...

Mais il n'empêche que Serge Latouche a certainement raison sur un point, à son corps défendant, car nous sommes partis de la philosophie des Lumières et l'art, loin de nous en éloigner, nous y ramène : ainsi, par exemple, lorsque Beethoven compose son « Ode à la

joie », reprise du poème de Schiller, il fait siens les idéaux des Lumières, qui méritent mieux que d'être réduits aux dégâts de l'accumulation capitaliste ou, pis encore, considérés comme la matrice de ces derniers. Peut-on voir dans le choix de cet artiste une anticipation de l'alternative entre une certaine conception de la décroissance et la *Neuvième Symphonie* ? Pour notre part, nous continuons de penser que, si les critiques à l'égard du productivisme en provenance du courant de la décroissance peuvent nourrir celles inspirées par d'autres courants – notamment un marxisme rénové – et réciproquement, les réponses à y apporter doivent se frayer un chemin duquel ne seront pas bannies les idées de progrès social, d'émancipation, associées à une véritable *économie* du travail humain et des ressources de toutes sortes. Si tant est que le débat intellectuel puisse y contribuer, il doit obéir à une exigence de rigueur qui n'exclut pas la préservation d'un espace de discussion autour des possibles à imaginer.

12 juin 2008

Références

- Angel M. [1998], *La nature a-t-elle un prix ? Critique de l'évaluation monétaire des biens environnementaux*, Paris, Ecole des Mines de Paris.
- Ariès P. [2007-a], *La décroissance, Un nouveau projet politique*, Paris, Golias.
- [2007-b], *Le mésusage, Essai sur l'hypercapitalisme*, Lyon, Parangon.
- Attac (dir. Harribey J.M) [2004], *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Paris, Mille et une nuits.
- Benton T. [1993], « Marxisme et limites naturelles : critique et reconstructions écologiques », *Actuel Marx*, n° 12, p. 59-95.
- Cheynet V. [2006], « L'universalisme, raison de notre engagement pour la décroissance, Critique du dernier livre de Serge Latouche *Le Pari de la décroissance* », <http://www.decroissance.org/?chemin=textes/parilatouche>.
- [2008], *Le choc de la décroissance*, Paris, Seuil.
- Coutrot T., Husson M. [2001], *Avenue du plein emploi*, Paris, Mille et une nuits.
- De Benoist A. [2007], *Demain, la décroissance ! Penser l'écologie jusqu'au bout*, Genève, e/dite.
- Di Méo C [2006], *La face cachée de la décroissance, La décroissance : une réelle solution face à la crise écologique ?*, Paris, L'Harmattan.
- Di Méo C., Harribey J.M. [2006], « Les dangers du discours sur la décroissance », *Politis*, n° 917, 14 septembre, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/discours-decroissance.pdf>.
- Georgescu-Roegen N. [1995], *La décroissance, Entropie, écologie, économie*, Paris, Sang de la terre.
- Goldsmith E. [2002], *Le Tao de l'écologie*, Monaco, Ed. du Rocher.
- Gorz A. [1980], *Adieux au prolétariat, Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée.
- [2008], *Ecologica*, Paris, Galilée.
- Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.
- [2004], « Le cognitivisme, nouvelle société ou impasse théorique et politique ? », *Actuel Marx*, n° 36, septembre, p. 151-180, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/cognitivisme.pdf>.
- [2006], « De quoi dépend l'emploi ? », *Politis*, n° 901, 11 mai, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/travail/emploi-ecologie.pdf>.
- [2007-a], « Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ?, Commentaires critiques sur deux ouvrages récents de Paul Ariès, *Décroissance ou barbarie*, Villeurbanne, Ed. Golias, 2005, et Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste sans être réactionnaire*, Paris, Fayard, 2005 », *Contretemps*, n° 18, février, p. 142-149, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-aries-besset.pdf>.
- [2007-b]« Les théories de la décroissance : enjeux et limites », *Cahiers français*, n° 337, mars-avril, p. 20-26, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/decroissance.pdf>.
- [2007-c], « Désaliéner le travail pour économiser les ressources », *Entropia*, n° 2, printemps, p. 24-38, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/travail-ecologie.pdf>.
- Husson M. [1996], *Misère du capital, Une critique du néolibéralisme*, Paris, Syros.
- [2008], *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page deux.
- Kempf H. [2007], *Comment les riches détruisent la planète*, Paris, Seuil.

- *La Décroissance* [2004], « Faut-il limiter les naissances ? », Débat avec Paul Ariès, Vincent Cheynet, Véronique Lopez, Pierre Rabhi, n° 21, mai.
- Latouche S. [2006], *Le pari de la décroissance*, Paris, Fayard.
[2007], *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits.
- Löwy M. (coord.) [2005], *Ecologie et socialisme*, Paris, Syllepse.
- Marchand O., Thélot C., Bayet A. [1997], *Le travail en France (1800-2000)*, Paris, Nathan.
- Paquot T. [2006], *Terre urbaine, Cinq défis pour le devenir urbain de la planète*, Paris, La Découverte.
- Ridoux N. [2006], *La décroissance pour tous*, Lyon, Parangon.
- Rotillon G. [2006], « L'économie de l'environnement définit un espace de négociation rationnel », Entretien avec Canfin P., *Cosmopolitiques*, n° 13, août, p. 81-92
- Treillet S. [2007], « L'impasse de l'anti-développement », dans Lafaye de Micheaux E., Mulot E., Ould-Ahmed P. (dir.), *Institutions et développement*, Rennes, PUR, p. 47-67.
- Virilio P. [2007], « Comment inventer des machines à ralentir ? » Débat, *La Décroissance*, n° 39, mai.